

# RASEZ LES NOTABLES, QU'ON VOIE LE MUSÉE!

**PÉRIL.** Un Musée des beaux-arts au bord du lac, à Lausanne? Si les Vaudois disent non le 30 novembre, le signal sera désastreux. Les autorités s'engagent enfin.

DANIEL AUJÉTAT

**B**ranle-bas de combat. Au Château cantonal comme à l'Hôtel de Ville de Lausanne, les autorités vaudoises semblent avoir enfin compris qu'elles devront batailler ensemble, et en rangs serrés, pour que leur nouveau Musée des beaux-arts finisse par se réaliser au bord du lac, un beau jour. En 2012, si tout va bien, entre le port d'Ouchy et la piscine de Bellerive, conformément à un projet (Ying Yang) choisi parmi 249 autres, en mars 2005, à l'issue d'un concours d'architecture.

**Plus mort que vif!** Mais on n'en est pas là. Car à nonante jours de la votation cantonale, provoquée par un référendum, le délai paraît bien maigre pour remonter le courant contraire qui a forcé depuis février 2007. Lorsque le projet a été relancé,

après avoir été gelé pendant deux ans, en attendant que l'Etat cantonal retrouve sa santé financière. Sur ce point, ça va franchement mieux. Alors, pourquoi une majorité populaire n'approuverait-elle pas la proposition?

Après tout, le Conseil d'Etat ne sollicite pour l'heure pas grand-chose: 340 000 francs, sous la forme d'un crédit d'études pour plancher sur la dimension architecturale du nouveau musée et de ses alentours. S'ils le voulaient, les Vaudois pourraient toujours dire non, en 2009 ou 2010, lorsque seront demandés les 28 millions de francs qui constituent la part cantonale à un investissement total estimé à 68 millions (la Loterie romande et des fonds privés financeront la moitié du coût final).

Autant dire que le bébé devrait bien se présenter. Or, juste avant

que ne débute la campagne, il est plus mort que vif...

Pour preuve: malgré l'été qui avait déjà commencé, le comité référendaire a récolté avec une déconcertante facilité 18 000 signatures, alors qu'il en fallait 12 000. Pire, une majeure partie de ces signatures provenaient de Lausanne où, par rapport au reste du canton, les citoyens devraient être plus sensibles aux avantages d'une nouvelle institution culturelle de prestige.

**La facilité du non.** Non à une architecture «soviétique», non à la violation des rives, plutôt un musée au centre-ville! Les arguments tout simples des opposants n'ont pas fini de rallier les suffrages. Pourtant, on ne pourra pas dire que l'information a fait défaut. Depuis le début de 2007, le site de l'Etat de Vaud ne recense pas moins de 260 articles et interventions rédactionnelles à ce sujet. Mais tout se passe comme si la bonne parole officielle n'avait pas su se faire entendre.

**Orgueil de ministre.** C'est en tout cas ce qu'on pense à l'Hôtel de Ville de Lausanne, où on s'est senti mis sur la touche. Car, bien évidemment, le Musée cantonal, c'est l'affaire de l'Etat cantonal! Autant que la conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon le sache: si le projet est refusé, elle en sera tenue pour responsable. A mots plus ou moins mouchetés, sa sérieuse difficulté à communiquer est commentée de toutes parts. On lui reproche amèrement d'avoir accaparé le dossier en tenant à distance les magistrats de la commune ou du canton qui auraient pu l'épauler.

En 2004, la ministre socialiste avait demandé et obtenu que la culture soit intégrée au Dépar-

tement de la formation qu'elle dirigeait depuis 2002. Cela n'a rien changé au cours des affaires culturelles vaudoises. Elles ont continué à être menées à guichets fermés par leur cheffe de service, Brigitte Waridel, qui régent un cercle quasi clanique, où gens des arts, de la politique et des médias se distribuent subsides des collectivités, dons de la Loterie romande et reconnaissances réciproques.

**Contenant sans contenu.** Pour tout arranger, des notables issus du défunt régime radical ont été placés à la tête des fondations contribuant au financement privé du projet. Fidèles à leur

**AUTANT QU'ANNE-CATHERINE LYON LE SACHE: SI LE PROJET EST REFUSÉ, ELLE EN SERA TENUE POUR RESPONSABLE.**

style, ils ont usé du chantage, menaçant de retirer leur argent et leurs collections si le musée ne se construisait pas au bord du lac.

La communication du projet a fonctionné en vase clos. Les partisans de Bellerive ont beaucoup parlé de l'exiguïté des salles et caves du palais de Rumine, où réside depuis 1906 le Musée

des beaux-arts. En termes de vocation, d'animation, de dynamique, ils n'ont pas dit grand-chose. N'étant pas confrontés à une réflexion forte et charpentée sur le contenu, les opposants n'ont pas eu de peine à faire un tabac en critiquant le contenant.

**La contre-offensive.** En cette rentrée, on ne s'étonne plus que l'enthousiasme populaire manque. Pourtant, une bonne partie de l'avenir de Lausanne et du canton se joue autour de ce «grand galet au bord du lac». Quelle force n'émanerait-elle pas de ses espaces intérieurs

rythmés par de larges baies, où se retrouveraient en regard des œuvres choisies et d'un paysage magistral? Il y aurait là matière à réfléchir au passé et au futur de ce coin de pays, tout en le présentant au monde sous son meilleur jour.

A J-90, les susceptibilités personnelles n'importent plus. Pascal Broulis, président du Conseil d'Etat, et Daniel Brélez, syndic de Lausanne, jurent désormais qu'ils vont faire jeu commun. Le 26 août, toutes les parties concernées par le projet ont arrêté un plan de bataille. La contre-offensive commencera à la mi-septembre, pendant la

fête d'inauguration du M2, le nouveau métro lausannois. Mais aussi à l'occasion de la Nuit des musées ou au Comptoir suisse,

pour atteindre le plus large public. Il paraît que ce sera spectaculaire. Car l'avenir du nouveau Musée des beaux-arts n'est pas seul en cause. Si un non sortait des urnes le 30 novembre, le signal serait terrible pour les autres grands projets, qu'ils soient lausannois ou vaudois. Ce qui, au fond, revient au même, non? o